

Par une étonnante régression vers les années 80 du siècle dernier, le Japon du Premier ministre conservateur Shinzo Abe serait en train de regagner un statut de «modèle» pour les économies souffreteuses des pays dits avancés, toujours à la recherche d'une évasive sortie de crise. En témoignent [les déclarations de François Hollande](#), en visite d'Etat dans le pays. Le président français a observé que la politique de celui-ci constituait «une bonne nouvelle pour l'Europe, parce qu'en Europe aussi nous avons à donner priorité à la croissance». «Les dogmes libéraux et monétaristes ont été abandonnés par un gouvernement de centre-droit au Japon, s'est même enthousiasmé Arnaud Montebourg. C'est un événement politique en soi, et il mérite d'être salué comme le retour du pragmatisme intelligent en économie.»

Or, ayant appliqué pendant plus d'une décennie, et sans succès, les recettes réclamées à grand cris, surtout en Europe, par toutes les chapelles du Keynésianisme, relance budgétaire financée par la dette publique et dévergondage sans limite de la monnaie, le Japon s'est lancé, avec les *Abenomics*, dans une tentative de forcer le destin, une version «kamikaze» de cette stratégie défailante.

Pour illustrer cet aventurisme aux forts relents nationalistes, M. Abe n'a rien trouvé de mieux, lors d'une récente visite sur une base aérienne, que de s'installer, revêtu d'une combinaison de combat, dans le cockpit d'un chasseur portant le matricule «731». «Je ne peux imaginer qu'il ne comprenne pas ce que cela signifie pour le reste de l'Asie», a commenté pour Mediapart l'économiste Kenneth Courtis. «[L'Unité 731](#), basée en Chine à Harbin, est l'équivalent de la machine nazie à expériences médicales fatales, que les Japonais ont opéré pendant la guerre contre l'Asie de la fin des années Trente à 1945. Pratiquement tout le monde dans la région sait ce que ces chiffres signifient».

Abe's pose resurrects horrors of Unit 731 May 15, 2013



Japan's Prime Minister Shinzo Abe poses inside the cockpit of a T-4 training jet plane, embossed with the number 731, of the Japan Air Self-Defense Force's Blue Impulse flight team on Sunday at the JASDF base in Higashimatsushima in Miyagi Prefecture, Japan. Provided by JJI.

A photograph of Japanese Prime Minister Shinzo Abe smiling and giving a thumbs up from inside a training jet embossed with the number 731 is going to infuriate Chinese, Russians, Koreans and other victims of Japanese brutality before and during World War II.

Dans la presse sud-coréenne© DR

Après que la presse sud-coréenne eut levé le lièvre, le ministère japonais des Affaires étrangères, au terme d'une longue réflexion, a affirmé que le choix de cet appareil par le chef du gouvernement nippon était dû au hasard et n'avait «aucune signification particulière». Fils de Shintaro Abe, ancien ministre des Affaires étrangères, Shinzo Abe est surtout le petit fils de Nobusuke Kishi, premier ministre ultra-conservateur qui commença sa carrière dans la gestion de la Mandchourie occupée. S'agissant du pilotage de l'économie nippone, encore la troisième du monde, c'est pareil : Abe ne sait pas où il va mais il y va résolument. En théorie, les *Abenomics* reposent sur trois piliers, ou plutôt trois flèches dans un carquois, comme l'explique un Premier ministre manifestement nostalgique du Japon féodal.

D'abord, une politique monétaire encore plus aventureuse que celle pratiquée par la Réserve Fédérale des Etats-Unis ou la Banque d'Angleterre. L'assouplissement quantitatif, initié par la Banque du Japon longtemps avant que ses homologues américaine et britannique ne s'y rallient, n'ayant rien donné, le nouveau gouverneur, Haruhiko Kuroda, un ancien du ministère des Finances désigné sur injonction du Premier ministre, a décidé de passer la planche à billet en surmultipliée. Le doublement de la base monétaire du pays en 18 mois représente le triple, relativement à la taille de l'économie nippone, de ce que la Fed déverse sur celle des Etats-Unis.

La subordination au gouvernement de la banque centrale nippone, dont l'indépendance était récente et fragile, fait évidemment saliver tous ceux qui en Europe pensent que placer la BCE sous la tutelle des politiques serait le coup de baguette magique qu'attend la zone euro.

Le second volet, un grand classique japonais, est la reprise, pour quelque 130 milliards de dollars, de ces plans de relance budgétaire à répétition, privilégiant le lobby du BTP, qui ont conduit le Japon à un endettement public correspondant à 240% du PIB, le service de cette dette absorbant déjà plus du quart des ressources annuelles de l'Etat. Sans lui permettre d'échapper à deux décennies de stagnation.

Le troisième volet, ce serait les réformes structurelles destinées à renouveler en profondeur un modèle de croissance frappé d'obsolescence depuis au moins deux décennies, réformes que la classe politique japonaise a toujours été incapable d'imposer aux corporatismes et clientèles électorales retranchés dans leurs forteresses

respectives. Ces travaux d'Hercule ne seraient lancés que lorsque Abe et le PLD auront les mains libres après une victoire absolue aux élections à la chambre haute en juillet.

Ce Premier ministre, dont le premier passage au pouvoir avait été marqué d'une remarquable insignifiance, peut-il vraiment affronter et vaincre le protectionnisme farouche de Zenchu, la FNSEA locale ? Faire céder la coalition redoutable des médecins et des laboratoires pharmaceutiques ? Démanteler les monopoles régionaux de l'électricité ? Réformer la fiscalité pour contraindre les propriétaires fonciers à céder leurs terrains et les entreprises à payer leurs impôts et mieux rétribuer leurs actionnaires et leurs salariés ? Augmenter la présence très insuffisante des femmes sur le marché du travail ? Renverser la démographie catastrophique d'un pays dont la population décline ? Pour ne citer que quelques uns des obstacles structurels à la croissance qui sont à la racine de la stagnation de l'archipel.

Le "python gigantesque" de la dette publique

Les optimistes pointent la décision du gouvernement Abe de rejoindre les négociations commerciales du Partenariat Trans Pacifique, dont les objectifs imposeraient au Japon de réelles contraintes de libéralisation et d'ouverture. D'autres estiment que le pays n'a tout simplement plus le choix.

Comme l'écrit Anatole Kaletsky, du bureau de recherche Gavekal dans une note récente, *«à moins que le Japon ne soit capable de croître beaucoup plus vite, l'expérimentation radicale d'endettement et de dépense de Abe par la stimulation macroéconomique va créer une accumulation de dette et création monétaire tellement énorme qu'elle mettra en faillite le système financier et pourrait même déboucher sur une vague d'hyperinflation»*. *«En bref, poursuit Kaletsky, Abe a parié le sort de son pays sur le succès de son programme économique. Il va maintenant être contraint de tout faire pour provoquer une forte croissance, en usant à la fois de la stimulation macroéconomique et de la réforme de structure. L'arithmétique financière des Abenomics signifie que la stagnation tolérable n'est plus une option pour le Japon»*.

La débauche monétaire orchestrée par Kuroda a été initialement saluée avec euphorie par les marchés financiers. L'indice phare de Tokyo, le Nikkei 225, affiche la meilleure performance de toutes les bourses mondiales cette année, avec une progression de 80% au plus fort de l'envolée, et a même servi de locomotive aux autres marchés, qui n'aiment rien tant que de retrouver au Japon une source apparemment inépuisable de liquidités. A 13.500 points, il reste cependant à des années lumières du record de 40.000 points franchi en séance juste avant l'explosion, fin 1989, de la gigantesque bulle spéculative boursière et immobilière fabriquée par les précédentes «expérimentations» japonaises.

Et surtout, les *Abenomics* ont entraîné un retour en force de la volatilité, illustrant le caractère artificiel de cette reprise. Le 23 mai, le Nikkei a chuté brutalement de 6,9 % en une seule séance, prenant à contre pied les «analystes» qui le voyaient déjà à 18.000 points d'ici la fin de l'année. Un rappel salutaire de ce que produit la manipulation sans précédent des taux d'intérêt (c'est à dire du coût de l'argent) par les banques centrales des pays avancés : une situation dans laquelle les prix des actifs n'ont plus aucune signification.

Dans le même temps, le taux des obligations gouvernementales japonaises (JGB's) à dix ans, remarquablement stable sur des très bas niveaux au cours des deux dernières décennies (la dette publique est détenue à 95% par les résidents et les banques la refinancent avec l'argent que leur fournit sans limite la banque centrale) a plus que doublé par rapport au plus bas de 0,34% enregistré au lendemain de l'annonce de la nouvelle stratégie de la BoJ le 4 avril. Et ceci en dépit des achats massifs d'obligations gouvernementales par la banque centrale. Petit problème pour les banques japonaises qui portent dans leurs comptes en dette publique l'équivalent de 80% du PIB du Japon, soit 5.500 milliards de dollars. Autrement dit, une hausse des taux obligataires (qui varient en sens inverse des cours) fait peser un risque majeur d'implosion du bilan du système financier japonais.

Dès l'origine en avril, Kenneth Courtis avait posé les vrais paramètres de l'équation mathématique des *Abenomics* : *«Si l'indice des prix à la consommation atteint 2%, la cible fixée par le gouvernement de Shinzo Abe, les taux à dix ans augmenteraient de manière substantielle, jusqu'à 2,5% ou plus en partant des 0,5% actuels (0,85% aujourd'hui). Avec l'ajustement progressif à la hausse du coût de refinancement de l'Etat à ce quintuplement du taux d'intérêt, le service de la dette, tel un python gigantesque, avalera la quasi totalité du budget. Qui plus est, avec un taux d'intérêt de 2,5% sur une dette de 250 % du PIB, le Japon devrait enregistrer une croissance annuelle nominale de 6,25% simplement pour stabiliser son endettement»*.

Et d'ajouter : *«une croissance réelle de 4,25% est concevable dans l'abstrait, mais le Japon ne la connaîtra pas de manière durable de notre vivant»*.

Entrée dans la "guerre des monnaies"

Comme expliqué ([lire ici](#)) avant même le retour au pouvoir des libéraux démocrates, l'objectif non avoué d'Abe était d'obtenir une dépréciation substantielle du yen, le Japon entrant à son tour dans la «*guerre des monnaies*» déclenchée par la Réserve fédérale américaine. Ici également, l'opération a été initialement couronnée de succès, la devise japonaise décrochant très vite du niveau de 80 JPY pour un dollar vers le seuil symbolique des 100. Où elle demeure toutefois bloquée depuis lors. En dépit du doublement des taux d'intérêts à long terme de la dette gouvernementale et d'un repli de 15% du Nikkei 225 ? Les «traders» en perdent leur latin.

En réalité, il y a des causes structurelles profondes à la force du yen, à commencer par l'ampleur des actifs accumulés pendant des décennies à l'étranger et qui fabriquent des revenus récurrents ; le «nationalisme» des investisseurs nippons qui gardent leur argent à la maison même si les rendements sont nominalement faibles (mais élevés en termes réels grâce à la déflation). Il est même douteux qu'un affaiblissement sévère et prolongé du yen soit dans l'intérêt du pays, dont les importations d'énergie fossiles (payées en dollar) ont explosé en raison de la paralysie du parc nucléaire depuis le désastre de Fukushima.

En outre, la considérable littérature passée en revue récemment par le secrétariat de l'OMC sur le rapport entre la baisse d'une devise et la performance à l'exportation est tout sauf concluante. Dans les chaînes de valeur extrêmement complexes mises en place par la mondialisation, la valeur externe de la monnaie d'une juridiction est devenue une variable assez marginale.

Au demeurant, l'euphorie boursière fabriquée par les *Abenomics* attire logiquement les capitaux flottants étrangers et retient au Japon l'épargne nationale. Pas vraiment un facteur de dépréciation du yen. Ceci pour le chœur des pleureuses européennes qui réclament une «*politique de change*» de la BCE, sans jamais s'aventurer (et pour cause) à la définir.

Le 5 juin, Shinzo Abe, sans cravate (c'est le «changement») a tiré de son carquois la troisième flèche, celle des réformes structurelles, et il a manqué la cible, à en croire les premières réactions (la bourse de Tokyo a plongé derechef). Comme souvent dans l'histoire du Japon contemporain, la rhétorique politicienne sur cette «*stratégie nationale de croissance*» est riche en promesses vagues et objectifs ambitieux (augmenter le PIB de 40% en dix ans, soit un triplement du rythme annuel de croissance moyen de 1% des vingt dernières années) mais pauvre en détails.

Cela sera peut-être pour après les élections sénatoriales de juillet, dont le PLD attend une domination complète de la scène parlementaire. Très révélatrice des résistances farouches des lobbys auxquelles il faut s'attendre, est cette idée plutôt baroque de créer des «*zones de dérégulation*» où les *Abenomics* pourraient s'épanouir à loisir à l'abri des bureaucrates conservateurs et de leurs clientèles corporatistes.

Derrière l'engouement pour les *Abenomics*, il y a en fait l'angoisse qui saisit les responsables et commentateurs occidentaux devant le peu d'efficacité (y compris aux États-Unis) des «*mesures non-conventionnelles*» adoptées pour combattre la crise (ou faire semblant), l'incapacité à définir une voie de sortie et la peur panique à l'idée de ce qui pourrait se passer quand les banques centrales devront se risquer à refermer, si peu que ce soit, le robinet. Comme chacun sait, le sacrifice des kamikaze n'a pas épargné à l'Empire du Soleil Levant la débâcle et la capitulation de 1945.

J'explique ici depuis 5 ans que la crise japonaise contenait en germe tout ce qui s'est développé à la puissance 10 dans la crise financière globale. Y compris bien sûr le déni initial, la procrastination des politiques et les incantations de l'économie vaudou chère à Krugman et à ses ouailles keynésiennes (ZIRP, assouplissement quantitatif, relance budgétaire, etc.). Des "*Abenomics*", on pourrait dire: "*nous étions au bord du gouffre et nous avons fait un grand pas en avant*". Mais peut être que les éléphants roses volent, après tout.